

JÉRÔME BASCHET

Basculements

Mondes émergents, possibles désirables

La Découverte, 2021

INTRODUCTION

Depuis le début de l'année 2020, nous – c'est-à-dire des milliards d'êtres humains – avons vécu un événement global proprement sidérant. Dans le tourbillon des nouvelles chaque jour plus surprenantes ou déconcertantes, bien des certitudes se sont mises à vaciller, bien des théories aussi. Mais ce dont on ne saurait douter, c'est qu'il se soit agi d'un véritable événement. Un événement qui a surgi de façon soudaine et imprévue (quoiqu'il ait été en réalité largement annoncé) et a entraîné des bouleversements considérables. Et s'il demeure difficile d'évaluer la portée exacte de la crise engendrée par le coronavirus, le contraste entre le facteur causal et ses effets ne saurait être plus saisissant, puisque c'est un microscopique fragment de l'à-peine-vivant qui a provoqué la paralysie d'une machinerie aussi ample et ramifiée que l'économie mondiale.

En quelques semaines, nous avons eu le sentiment de basculer dans une autre réalité, marquée par des paramètres nouveaux et difficiles à analyser selon les grilles d'analyse antérieures. Pour les uns, les bouleversements étaient si amples qu'aucun retour à la normale ne semblait envisageable ; et les programmes du « jour d'après » ont fleuri au sortir du premier confinement. Pour les autres, il ne s'agissait que d'un épisode passager, une simple crise en « V », dès lors que les mêmes forces à l'œuvre devaient conduire

à restaurer l'habituelle réalité systémique et son « *business as usual* ». Le faisceau des analyses, en ce qui concerne l'ampleur de la crise du coronavirus et de ses effets, est donc très ouvert; ce sera l'objet du premier chapitre.

La nature même de la crise n'est pas plus aisée à cerner. Ainsi, la paralysie économique, d'une ampleur sans équivalent depuis 1929, a ceci de très particulier qu'elle ne découle pas des dysfonctionnements de l'économie elle-même, mais des décisions prises par les États pour contenir la pandémie. Ce qu'il y a de plus stupéfiant dans l'événement coronavirus est bien le fait que des gouvernements qui étaient jusqu'alors les scrupuleux exécutants des politiques requises par les forces économiques dominantes aient agi soudain à revers de leurs habitudes, au point de mettre eux-mêmes l'économie à l'arrêt.

Comment comprendre un tel retournement? On ne saurait s'en tenir au discours affichant le devoir moral de « sauver des vies », car toutes les vies qu'on ne sauve pas dans le cours ordinaire d'un monde dominé par l'économie rappellent qu'il n'y a là aucune évidence. En fait, les gouvernements disposaient de trois options principales. La première, qu'on dira « sud-coréenne », est la seule qui permettait de contenir l'épidémie sans trop affecter la machine productive; mais elle exigeait une préparation rigoureuse, un système de santé performant, des moyens matériels et techniques importants et une capacité de réaction précoce – toutes choses dont très peu d'États disposaient. Refusant de sacrifier l'économie aux exigences sanitaires, la seconde, hyperlibérale, a opté pour le laisser-faire viral et l'éventuelle immunité collective à laquelle il pouvait aboutir. Assumant cyniquement la vérité toute crue de l'économie, certains dirigeants comme Trump et Bolsonaro ont pu maintenir cette ligne de conduite; d'autres, comme Boris Johnson, ont dû y renoncer, lorsqu'il est apparu que le coût politique de la mortalité annoncée devenait trop élevé

et impossible à assumer. Quant à la majorité des gouvernements qui ne disposaient ni des moyens techniques de la voie coréenne ni de la base politique rendant acceptable la voie hyperlibérale, ils n'ont pas eu d'autre option que de se résoudre, malgré toutes leurs tergiversations, à des mesures plus ou moins autoritaires de confinement ou du moins de forte restriction des activités.

Plusieurs facteurs peuvent se combiner pour rendre compte d'un tel choix. En premier lieu, on ne saurait minimiser la défiance généralisée dont font l'objet tant les élites politiques que les institutions d'une démocratie représentative bien fatiguée. Dans un tel contexte, une forte mortalité provoquée par la Covid-19 était d'autant moins acceptable politiquement qu'elle exhibait un invraisemblable degré d'impréparation face aux risques épidémiques et rendait patente la responsabilité des politiques néolibérales dans la lente dégradation des services hospitaliers. Ne pas afficher la volonté de sauver les vies exposait alors au risque d'un discrédit accru, voire d'une complète perte de légitimité des gouvernants. En second lieu, une pandémie hors de contrôle représentait un risque pour le fonctionnement même de l'économie, tant en ce qui concerne la désorganisation de la production que la baisse de la consommation ou même la rupture des chaînes de commandement, dans la mesure où le SARS-CoV-2 a d'abord circulé dans les zones centrales de l'économie mondiale et a d'emblée affecté les élites politiques et économiques. Enfin, se pose la question de savoir à quel moment on bascule d'une situation de normalité vers une période de crise ouverte. Dans la première, le rôle de l'État, toujours important, est néanmoins circonscrit et plus nettement subordonné aux injonctions des forces économiques, tandis que, dans la seconde, il est admis que l'État reprend toutes les commandes et peut agir sans limites – d'où l'évaporation soudaine des contraintes budgétaires et financières. Or une bonne part des difficultés créées par le SARS-CoV-2 tient au fait que

ce virus allie une létalité modérée et une contagiosité importante, de sorte que la gravité de la pandémie n'a jamais cessé d'être sujette à controverse – d'où la double option de rester dans la normalité (« vivre avec le virus ») ou de basculer dans un régime de crise (« nous sommes en guerre »). Tout cela invite à reconnaître que l'État, bien que voué par la globalisation néolibérale à une position subordonnée vis-à-vis des forces économiques transnationalisées, n'en a pas moins une indispensable fonction de (re)production d'un monde social doté d'un minimum de stabilité et aussi adapté que possible aux exigences de l'économie ; en outre, l'État est aussi, dans les situations de crise grave, le garant en dernier recours de la sauvegarde à la fois de l'économie et des conditions sociales et politiques de son fonctionnement. Il lui incombe donc, si nécessaire, de faire primer temporairement les exigences de reproduction systémique sur celles de la production même.

Mais une autre lecture s'est également développée pendant la pandémie, ouvrant un clivage interprétatif profond qu'on ne peut ici qu'évoquer brièvement. Pour certains, en effet, les mesures prises par les États n'impliquaient aucun revirement, mais bien plutôt la continuation de tendances antérieures. Il fallait y voir la poursuite d'une « stratégie du choc », c'est-à-dire une instrumentalisation de la crise permettant aux gouvernants d'imposer, sous couvert des situations d'urgence, un renforcement des politiques répressives et des dispositifs de surveillance et de contrôle des populations. Le Léviathan étatique aurait donc flairé, avec la Covid-19, l'occasion d'une apothéose de la gouvernamentalité biopolitique. Ce n'est pas le lieu de discuter cette hypothèse, dont on peut du moins regretter qu'elle se soit le plus souvent construite sur le déni de la gravité de la pandémie – ce qui n'avait sans doute rien de nécessaire. Cependant, il faudra tirer ailleurs quelques leçons de ce clivage interprétatif, dont les conséquences pratiques et politiques sont considérables.

Au demeurant, si les discussions se sont largement focalisées sur la nature de la crise du coronavirus et sur ses effets potentiels, on omet généralement de considérer que l'essentiel concerne la question de la causalité. S'agissant de l'émergence du SARS-CoV-2, il serait périlleux de faire état de certitudes. On met habituellement en cause le marché de Wuhan, le rôle de la chauve-souris (hautement vraisemblable, tant cette espèce est un important réservoir viral) et peut-être d'autres animaux intermédiaires. Mais ces données ne sont pas aussi assurées qu'il y paraît. L'épidémie s'est certes propagée à partir du marché de Wuhan, mais celui-ci n'est pas forcément son premier point d'apparition et d'autres foyers de diffusion pourraient avoir joué un rôle important, y compris hors de Chine. De nombreuses hypothèses sont envisageables, et celle qui met en cause un accident de sécurité à l'Institut de virologie de Wuhan, pourtant classé parmi les plus sécurisés du pays, n'est pas à exclure. Au vu du contexte géopolitique et du peu d'empressement des autorités chinoises comme de l'OMS à enquêter sérieusement sur les origines de l'épidémie, il se pourrait qu'on ne dispose jamais de données fiables à ce sujet.

Quoi qu'il en soit, le véritable enjeu ne tient pas à l'émergence de cette pandémie, mais à un phénomène beaucoup plus ample dont elle est une manifestation particulière : la multiplication récente de nouvelles zoonoses, ces maladies virales d'origine animale qui, à la suite d'un saut d'espèce, font l'objet d'une transmission humaine. L'actuelle pandémie n'est certes pas la première qui frappe l'humanité et, de la grippe espagnole de 1918-1920 à la peste noire de 1348, d'illustres précédents ont largement refait parler d'eux. Pourtant, on aurait tort d'en conclure que cette pandémie n'est rien d'autre qu'un phénomène naturel, comme ceux que l'humanité aurait toujours eu à affronter. Il est crucial, au contraire, de souligner que les épidémies ont aussi une histoire qui, du reste, fait voler en éclats l'habituelle division entre sciences de la nature

et sciences sociales. Sans pouvoir ici remonter plus avant dans le temps, il faut souligner que la multiplication de nouvelles zoonoses, repérée dès la fin des années 1960, voit son rythme s'accélérer à partir des années 1980 et, plus encore, au tournant du XXI^e siècle : Nipah en 1998, grippe aviaire H5N1 qui refait surface périodiquement depuis 1996 et notamment en 2006, SARS en 2003, grippe porcine H1N1 en 2009, MERS en 2012, Ebola en 2014, Zika en 2015, jusqu'au SARS-CoV-2 en 2019 (pour s'en tenir aux cas principaux). Des causalités anthropiques, pointées de longue date, jouent ici un rôle majeur. Un premier facteur tient à l'essor de l'élevage industriel du porc et du poulet, depuis les années 1960. Ses formes concentrationnaires insérées dans des logiques d'économies d'échelle et d'intégration aux marchés globaux, de monoculture et de recours massif aux intrants chimiques ont des conséquences sanitaires désastreuses et favorisent les sauts d'espèce des infections virales. Le second facteur est la déforestation au profit de l'élevage bovin ou des monocultures qu'affecte le secteur agro-industriel (comme l'huile de palme ou le soja), mais aussi en raison de l'expansion de l'urbanisation. Cela pousse les chasseurs d'animaux sauvages à s'aventurer dans des territoires jusque-là préservés de l'intervention humaine et, surtout, cela contraint ces animaux à se rapprocher davantage des zones occupées par les humains. C'est ainsi que le VIH est passé des singes des forêts d'Afrique à l'homme, tandis qu'Ebola faisait de même à partir de la chauve-souris. Enfin, dans le cas du SARS-CoV-2, autant les mécanismes du saut d'espèce demeurent incertains, autant il est manifeste que c'est la globalisation des flux économiques, et notamment l'explosion du trafic aérien au cours des dernières décennies, qui a permis la fulgurante diffusion planétaire de la pandémie. Au total, l'actuelle multiplication des zoonoses est clairement liée à l'expansion de l'économie mondiale et aux altérations des équilibres du vivant qu'elle provoque.

Dans un tel contexte, l'apparition d'une nouvelle pandémie planétaire était la chose la plus prévisible qui soit. Le péril était étudié depuis longtemps par les Agences de sécurité états-uniennes ; et la Chine, tout comme ses voisins, s'y préparait activement depuis 2003. Le SARS-CoV-2 est ainsi venu tenir son rôle dans un scénario en grande partie connu d'avance, ce qui n'a pas manqué d'alimenter indûment bien des lectures complotistes. Mais l'accélération du rythme d'apparition des nouvelles zoonoses est si nette que le véritable problème qui doit nous préoccuper n'est pas tant la Covid-19 que la prochaine épidémie. Car si la Covid-19 est la première pandémie globale du monde globalisé, elle ne sera certainement pas la dernière, ni sans doute la plus ravageuse. Malheureusement, les appels à réduire ces risques d'émergence virale – par une remise en cause du modèle agro-industriel et par une lutte énergique contre tous les facteurs de déforestation – demeurent à peine audibles, tant la question des causalités est occultée par un discours naturalisant et par une focalisation sur les mesures immédiates face à une pandémie déjà déclarée. L'avertissement du rapport de l'ONU sur la biodiversité, en octobre 2020, ne saurait pourtant être plus explicite : « Sans stratégie de prévention, les pandémies vont émerger plus souvent, se répandre plus rapidement, tuer plus de gens et avoir des impacts dévastateurs sans précédent sur l'économie mondiale. »

Il faut cependant aller plus loin. Si l'on peut dire que la Covid-19 nous a fait entrer de plain-pied dans le XXI^e siècle, c'est au sens où elle a permis d'éprouver pour la première fois, à une échelle aussi globale et de façon aussi tangible, la véritable ampleur des catastrophes en cours et à venir. Celles-ci caractérisent ce qu'on qualifie de plus en plus d'Anthropocène – cette période au cours de laquelle l'humanité est devenue une force géologique capable de modifier les processus physiques essentiels de la Terre à une échelle globale. Encore vaudrait-il mieux parler de Capita-

locène, si l'on admet qu'un tel basculement ne saurait être imputé à l'espèce humaine dans son ensemble, mais à un système historique bien spécifique. Dès lors, on peut considérer la Covid-19 comme une maladie du Capitalocène. Elle appartient en effet à cette période durant laquelle les humains ont à affronter les conséquences de l'expansion démesurée d'un système économique mû par un impératif de croissance illimitée et ayant abouti à une exploitation sans retenue des ressources naturelles. Là doit être située l'origine des dérèglements accélérés des équilibres du vivant et du système Terre, dont les effets les plus dramatiques sont le réchauffement climatique, l'effondrement de la biodiversité et la multiplication de nouvelles zoonoses.

En outre, des études médicales ont suggéré de comprendre la Covid-19 non comme une pandémie, mais comme une *syndémie*, car les effets du virus se conjuguent avec des facteurs de comorbidité, comme le surpoids, le diabète et l'hypertension, qui sont étroitement liés à l'évolution des pathologies chroniques. Ces trois facteurs composent en effet le « syndrome métabolique » qui affecte désormais un tiers de l'humanité et qui est associé à l'alimentation produite par l'agro-industrie et à la sédentarité du mode de vie moderne. Il faut donc reconnaître que la mortalité de la Covid-19 est la conséquence d'une conjonction entre l'infection par le SARS-CoV-2 et le caractère éminemment pathogène des manières de vivre et de s'alimenter en régime capitaliste. Cela invite à pointer la dangerosité d'un virus bien plus meurtrier encore que le SARS-CoV-2 : le capitalisme lui-même.

Quoi qu'il en soit, le présent livre n'a pas pour objet l'analyse de la crise du coronavirus. Il a été écrit au beau milieu de ses vagues successives et s'appuie sur la situation ouverte par cette crise, mais il tente surtout de se projeter au-delà d'elle. La pandémie a entraîné un basculement dans une situation inédite et imprévue. Un peu plus d'un an auparavant, le soulèvement des Gilets jaunes avait déjà

suscité une immense surprise et amorcé des dynamiques jusque-là tenues pour inenvisageables; et cela n'est pas moins vrai du cycle planétaire des insurrections de l'année 2019. Lorsque la réalité se met à dépasser avec une telle fréquence ce que l'on s'autorise à imaginer, c'est qu'on est entré dans une période de très grande instabilité, dans laquelle la gamme des possibles est bien plus ouverte qu'on ne le croit. C'est dans cette brèche des possibles élargis que l'on souhaite s'engouffrer. C'est indispensable, si l'on veut avoir la moindre chance d'être à la hauteur de la puissance d'avertissement de la situation actuelle. Car s'il est vrai que la Covid-19 est une maladie du Capitalocène, alors il y a quelque raison de pousser l'ouverture des possibles au-delà du capitalisme lui-même.

C'est pourquoi on prendra appui sur la situation créée par la crise du coronavirus et les interrogations qu'elle a avivées pour porter la dynamique réflexive jusque vers l'après-capitalisme. Dans le chapitre 2, c'est la mise à l'arrêt de l'économie et les débats sur ce qu'il est essentiel ou non de produire qui conduiront à amplifier la liste des secteurs dont la paralysie définitive serait souhaitable et, plus largement, à esquisser une autre façon d'envisager la production, en la soustrayant aux injonctions d'une croissance infinie et à la centralité des déterminations économiques. Dans le chapitre 3, on argumentera que la crise du coronavirus n'a pas seulement vu le retour en force des États, habituel en période de crise, mais aussi une prolifération d'initiatives autonomes d'entraide et de soin, à partir desquelles il est possible d'envisager des modes d'auto-organisation se déployant dans tous les domaines, jusqu'à esquisser ce que pourrait être une politique non étatique d'autogouvernement. Et, si cette hypothèse s'inscrit dans une dynamique de relocalisation du politique, on verra qu'il est crucial d'aborder la question des lieux en évitant le piège de l'enfermement localiste. Dans le chapitre 4, on partira du fait qu'une crise sanitaire et écologique comme

celle du coronavirus oblige à repenser les rapports des humains avec le reste du monde vivant; cela suppose de rompre avec les fondements de la modernité – le grand partage entre l’homme et la nature, mais aussi l’individualisme et l’universalisme –, afin de cerner des basculements anthropologiques indispensables à l’émergence de possibles postcapitalistes. Enfin, dans le chapitre 5, on proposera une hypothèse stratégique visant à relier ces possibles postcapitalistes à l’analyse de la situation présente.

Un mot encore sur la notion de « basculements », qui donne son titre à ce livre. L’événement coronavirus en suggère un premier sens: on a soudainement basculé dans une autre réalité, inimaginable quelques semaines auparavant. Le terme exprime l’imprévisibilité et la brutalité d’un événement aux effets puissants. Son usage s’impose donc, dans une période où toute stabilité apparente n’est que le masque d’une profonde instabilité. Plus précisément, si l’on admet que les équilibres apparents cachent des déséquilibres latents, ils peuvent à tout moment pencher dans un sens ou dans un autre – de faibles modifications dans les conditions initiales suffisant à entraîner des mouvements considérables, avec diverses trajectoires possibles et largement divergentes. C’est cela que la notion de « basculements » permet de signifier: une dynamique aussi indécise et incertaine dans son déclenchement et son orientation qu’ample et massive, une fois enclenchée.

On ne cachera pas que cette notion entend faire pièce à celle d’« effondrement », dont le succès récent, promu par la « collapsologie », est à certains égards préoccupant. On y reviendra dans le chapitre 1, mais on peut souligner déjà que, là où la notion d’« effondrement » suggère un processus inéluctable et fatal, celle de « basculements » privilégie l’incertitude. Et là où l’effondrisme collapsologique propose un récit unique, la notion de « basculements » permet d’envisager une pluralité de scénarios. Pour autant, il ne s’agit nullement de minimiser l’ampleur des catastrophes

en cours, ni celle des bouleversements potentiels. De ce point de vue, la notion de « basculements » a l'avantage de faire place à des dynamiques très diverses : situations incertaines et multiplicité des scénarios possibles ; effets de seuil entraînant des accélérations soudaines, voire de brusques retournements de tendance ; mouvements de grande ampleur, assimilables à des glissements tectoniques, etc.

Parler de basculements permet d'amplifier l'ouverture des possibles. Cela invite à reconnaître que, en situation d'instabilité, des possibles opposés peuvent également gagner en probabilité. Et cela contribue à conférer quelque crédibilité à l'hypothèse d'un basculement vers des mondes postcapitalistes qui, certes, peuvent paraître lointains et n'ont rien de certain, mais se laissent cependant entrevoir à travers des dynamiques déjà émergentes. Pour le dire d'un mot, sans doute trop rapide : tout peut basculer, mais rien n'est assuré. Et du moins pouvons-nous nous soucier d'établir quels sont les possibles concrets et désirables à la matérialisation desquels nous souhaitons apporter nos forces.

Basculements. Mondes émergents, possibles désirables.

Éditions La Découverte, février 2021

Les Amis de Bartleby, mars 2021

lesamisdebartleby.wordpress.com